

Propos recueillis par **Paul Laubacher**

Le président de Reconquête s'affiche en défenseur de la « France éternelle » pour mobiliser à l'approche de l'élection présidentielle de 2027.

Alors que *Le Suicide français*, publié en 2014, est réédité, Éric Zemmour constate le déclin de la France et veut se battre « contre le fatalisme ». « Seuls les médecins qui ont les bons diagnostics peuvent soigner le malade », affirme-t-il.

LE FIGARO. - Vous rééditez votre plus grand succès en librairie, *Le Suicide français*, publié il y a douze ans. Pourquoi ce choix ?
ÉRIC ZEMMOUR. - Parce que tous les sujets que j'ai traités dans ce livre se retrouvent aujourd'hui au cœur de l'actualité. Si j'ose dire : tout se passe malheureusement comme prévu. Ce livre répond à la question lancinante « Comment en est-on arrivé là ? ». La jeune génération veut saisir pourquoi elle a souvent l'impression de devoir choisir entre le désespoir et l'exil. Et les moins jeunes ne reconnaissent plus le pays dans lequel ils ont grandi. D'où le regain d'intérêt autour de ce livre : un documentaire tiré du *Suicide français* sera diffusé sur Canal+ en juin. L'éditeur américain Encounters publie une version de l'ouvrage aux États-Unis dans quelques semaines. On se rend compte que ce qui a fait le suicide français fait le suicide occidental. Donc je suis heureux d'annoncer que je publie une version française actualisée de *Suicide français*. J'y retrace l'histoire qui s'est déroulée depuis les années 1970 jusqu'à aujourd'hui.

Je crois que ce qui fait le sel de ce livre, c'est un mélange de culture populaire. J'y aborde des films comme *Les Valseuses* ou *Dupont Lajoie*, des chansons de Balavoine ou Dutronc, des séries TV comme *Dallas*, des événements politiques - les débats de présidentielle, la loi Haby instaurant le collège unique, la loi Royer tentant en vain d'endiguer l'essor des grandes surfaces - ou encore la vie intellectuelle - tel que le refus du président Chirac de célébrer Austerlitz. J'analyse à travers tous ces faits ce qui est arrivé à notre pays depuis la mort du général de Gaulle. Le triptyque redoutable : déconstruction-dérision-destruction, que j'ai décrit, a sapé les fondements de notre nation. Je me suis engagé depuis lors à déconstruire les déconstructeurs. Je tiens parole ! Beaucoup à l'époque me disaient « décliniste ». Je répondrais que le déclin, je l'ai dénoncé tandis que mes contemporains l'ont organisé. J'aurais préféré avoir tort, mais malheureusement, depuis lors, tout s'est déroulé comme prévu. Tout, et pas seulement l'invasion migratoire et l'islamisation de notre pays, mais aussi l'indifférenciation sexuelle, l'effondrement de l'école, la prise de pouvoir par les juges, la haine de notre histoire, les ravages causés par le wokisme à l'université ou encore les conséquences de la désindustrialisation.

Qu'est-ce qui a changé en douze ans ?
La situation s'est considérablement aggravée, car on n'a pris aucune décision qui pouvait sauver la France de cette décadence. Les mêmes qui me disaient à l'époque que je me trompais, reconnaissent aujourd'hui notre déclin, mais ajoutent : « C'est fait, maintenant, c'est trop tard. » Je me battais naïvement contre le déni ; désormais, je me bats contre le fatalisme. C'est un devoir. De plus en plus de politiciens reprennent aujourd'hui mes diagnostics, mes analyses. S'il y avait des copyrights en politique, je serais riche ! Mais surtout, et c'est une bonne nouvelle : tous les peuples occidentaux ont désormais compris le danger mortel qui les guettait. Et certains gouvernements, aux

États-Unis, au Danemark, en Suède, ou encore en Autriche, montrent que tout est possible.

Toute cette activité médiatique a-t-elle un lien avec la prochaine élection présidentielle ?
En 2014, j'ai écrit pour alerter. Désormais, j'écris pour mobiliser. Le fait d'avoir « eu raison » n'est pas une satisfaction personnelle. Cela me donne surtout une responsabilité. Auguste Comte disait : « Il faut savoir pour prévoir afin de pouvoir ». Seuls les médecins qui ont les bons diagnostics peuvent soigner le malade.

Est-ce une déclaration de candidature ?
Une déclaration de candidature, c'est un moment solennel. J'en ai vu qui ont complètement raté leur déclaration de candidature. Si je suis candidat, j'essaierai de ne pas rater la mienne !

Sarah Knafo peut-elle être candidate à la présidentielle ?
Dans notre camp, elle est déjà indispensable. Pour la suite, elle décidera, mais je sais que son avenir est grand.

Le RN atteint des sommets dans les sondages. Chez Les Républicains, on se pose la question d'une alliance avec le centre. Existe-t-il un espace pour Reconquête et les solutions aux constats que vous posez ?
Je veux dire d'abord aux Français : arrêtez de regarder les sondages et interrogez vos convictions. En quoi et en qui croyez-vous vraiment ? L'élection présidentielle n'est pas une course de chevaux ; on ne parie pas sur le vainqueur. On vote pour changer le destin de son pays. Ce n'est pas non plus une bataille entre partis ; de Gaulle l'a voulu ainsi. On jugera comme à chaque fois les candidats sur ce qu'ils sont, ce qu'ils pourront être, ce qu'ils sont capables d'être, ce qu'ils ont été. Et plus profondément : comme dans toutes les périodes troublées, on aura besoin d'hommes de caractère, pas d'apparat-chiks, ni de communicants.

« Hier, le peuple de gauche, c'était la classe ouvrière. Aujourd'hui, c'est le peuple arabo-musulman et ses alliés qui sont les étudiants en sociologie, les militants féministes, les lobbies LGBT, les associations antiracistes »

J'en ai vu des élections où celui qui était largement en tête dans les sondages ne se qualifiait même pas au second tour. Je ne vais pas vous citer la trilogie habituelle des Balladur, Jospin, Juppé. On pourrait même remonter plus loin. Le Rassemblement national était déjà très haut dans les sondages en 2021. La campagne présidentielle a montré que tout pouvait bouger car les Français sont libres. Tout le monde a compris qu'on était dans un paysage à trois blocs, une tripartition qu'on a déjà connue dans notre histoire sous la IV^e République. Dans chaque bloc, il y a des rivalités et des conflits que l'électeur devra trancher : à gauche entre la France insoumise et le Parti socialiste ; dans le bloc central entre Bruno Retailleau, Édouard Philippe, Gabriel Attal ; enfin, dans le bloc de droite, il y a les électeurs du RN et ceux de Reconquête, et tous les LR qui ne supportent plus la dérive centriste de leurs chefs que je dénonçais déjà dans un livre de 1998.

Il y a donc un affrontement entre vous et le RN...



Éric Zemmour pendant la campagne des municipales à Toulouse, le 27 février dernier. VALENTINE CHAPUIS / AFP

Je crois que nous avons aujourd'hui deux enjeux majeurs. Le premier, c'est celui du grand remplacement. Qui nécessite une défense identitaire de notre civilisation que ne prend pas en compte le RN, puisque Marine Le Pen et Jordan Bardella répètent que la guerre de civilisations n'existe pas, que l'islam est compatible avec la République et que l'islam n'est pas l'islamisme. Ils affirment enfin que la remigration - des délinquants, des criminels, des chômeurs de longue durée - est antirépublicaine. A Reconquête, nous pensons tout le contraire. Ensuite, nous avons un autre défi économique : la dette, le déficit budgétaire, les dépenses de l'État, les impôts, la question du travail et de l'assistantat, la désindustrialisation. Tout ça doit être réglé, selon moi, non pas par des méthodes socialistes de redistribution et d'impôts, comme le réclame le Rassemblement national - on l'a vu lors du dernier débat budgétaire où les députés RN ont voté 34 milliards d'impôts supplémentaires, main dans la main avec LFI et le PS - mais par une politique que porte avec un brio exceptionnel Sarah Knafo : réduction des dépenses massives, et réduction non moins massive des impôts et des charges sociales. C'est la seule solution pour régler la question lancinante du pouvoir d'achat qui est la conséquence d'un véritable appauvrissement des Français depuis vingt ans.

Selon vous, les grands enjeux de 2027 seront l'identité et l'économie ?
Oui. Et l'école parce que je pense que l'effondrement scolaire de notre pays est un drame. Un drame culturel et un drame économique et social. Aujourd'hui, tout le monde voit que notre école est en ruine et qu'il faut la reconstruire sur des bases saines qui sont le mérite, le travail et la transmission des savoirs et de l'héritage culturel français.

Que répondez-vous à Jordan Bardella ou à Marine Le Pen qui demandent qu'il n'y ait pas de candidat Reconquête à la présidentielle ?
Le RN a été trop longtemps en situation de monopole. Il en a pris tous les travers. Un monopole ne considère pas que la concurrence est là pour le challenger, mais qu'il doit la détruire et l'exterminer. Le RN ne veut pas

d'alliés, mais des vassaux. Et il en a d'ailleurs qui lui ont fait allégeance. On n'est plus au Moyen Âge, on n'est plus au temps de la féodalité. Moi, je n'ai pas l'âme d'un vassal. Nous avons des points d'accord avec le RN qui pourraient permettre une alliance au second tour, mais Marine Le Pen et Jordan Bardella ne le souhaitent pas. En revanche, nous avons des points de désaccord majeurs. Nous portons une voix différente et originale. Personne n'a le droit de dire qui a le droit de se présenter. Nous ne sommes pas en régime de parti unique.

Lors de la présidentielle de 2022, votre argument était : Marine Le Pen ne pourra jamais gagner...

Et elle a gagné ? Non. Aujourd'hui, je note un point qui est plus important qu'un pronostic. Marine Le Pen a déclaré récemment : mon adversaire, c'est le bloc central. C'est Édouard Philippe. En politique, on se définit par le clivage dans lequel on se situe. Le RN est toujours dans une logique qui est née lors du débat sur Maastricht. C'était il y a trente ans. Marine Le Pen a le même rêve que celui caressé jadis par le socialiste Jean-Pierre Chevènement : rassembler les deux rives du non, c'est-à-dire le non de droite et le non de gauche. Elle a déjà tenté cela en 2017 comme en 2022. À chaque fois, elle a méprisé les gens de droite comme François Fillon ou moi et exalté ses combats communs avec Jean-Luc Mélenchon. Et à chaque fois, les électeurs de Jean-Luc Mélenchon n'ont pas voté pour elle au second tour, parce que, contrairement à ce qu'elle croit, ils ne se définissent pas par rapport à des problématiques sociales, mais par rapport à un enjeu identitaire et religieux.

Et vous, votre adversaire est Jean-Luc Mélenchon ?

Revoquez notre débat au début de la présidentielle de 2022. Mon adversaire est en effet Jean-Luc Mélenchon et sa « nouvelle France » qui n'est en vérité que le paravent d'une France au mieux libanisée, au pire islamisée, et ruinée par une politique économique quasi communiste.

Vous anticipez un retour du clivage droite-gauche ?
Le clivage droite-gauche a plus de deux

siècles. Il s'inscrit dans une réalité anthropologique de l'homme. Mais les thèmes autour duquel il s'édifie changent au fil du temps ; sinon on se disputerait encore autour de la question du pouvoir du roi. Le clivage droite-gauche de demain ne sera pas le retour du combat entre LR et le PS. Regardez en Angleterre où le parti anti-immigration de Nigel Farage et les Verts pro-Palestine sont en train de supplanter les partis conservateur et travailliste. Hier, le peuple de gauche, c'était la classe ouvrière, à laquelle s'agrégeait une bourgeoisie dite « progressiste ». Aujourd'hui, c'est le peuple arabo-musulman et ses alliés qui sont les étudiants en sociologie, les militants féministes, les lobbies LGBT, les associations antiracistes, les bobos citoyens du monde, les militants pro-Palestine. Toute cette mouvance constitue la gauche d'aujourd'hui. C'est la même chose en France. Le clivage droite-gauche va se réorganiser autour de la question : quelle France demain ? La France éternelle ou la « nouvelle France » ?

« Le RN a été trop longtemps en situation de monopole. Il en a pris tous les travers. Un monopole ne considère pas que la concurrence est là pour le challenger, mais qu'il doit la détruire et l'exterminer »

Croyez-vous encore à la primaire de la droite ?
L'idée d'une primaire de la droite a été lancée par David Lisnard et reprise par Laurent Wauquiez. J'approuve car je pense que cela pourrait donner une dynamique à la droite. C'est ce qui s'était passé pour François Fillon et même pour Valérie Pécresse. Ce n'est pas la primaire qui les a fait perdre. Peut-être que Bruno Retailleau changera d'avis et finira par s'en rendre compte. Nous voyons bien qu'une partie des dirigeants de LR a déjà programmé son ralliement à Édouard Philippe. Bruno Retailleau aura alors le choix entre la droite et le centre. Pour LR, le temps du schisme sera alors venu, comme dit Jean-François Copé. ■

7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Retrouvez l'Édito politique à 7h53 avec Alexis Brézet et Vincent Trémolet de Villers de Figaro



Europe 1
LA RADIO LIBRE